



Les Zapartistes zappent la fin d'année *Cahier Culture*



Des soins réservés aux adultes?

Des médecins refusent de traiter des enfants par «préférence personnelle et professionnelle» *Page A 3*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CIV N° 285

LE DEVOIR, LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 DÉCEMBRE 2013 2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

Machiavel, notre contemporain

500 ans plus tard, *Le Prince* est partout

C'était il y a 500 ans. En décembre 1513, Machiavel posait sur papier le texte de son *Prince*. Un demi-millénaire plus tard, cette œuvre phare n'a pas pris une ride: dans la politique moderne, Machiavel est partout. Pour le meilleur et pour le pire.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Mai 2011. Sur la photo — intitulée *The Situation Room* — on voit le président américain Barack Obama entouré de son équipe de sécurité nationale et d'une Hillary Clinton visiblement angoissée, une main devant la bouche. Réunis dans la salle de crise de la Maison-Blanche, tous ont les yeux

VOIR PAGE A 12 : MACHIAVEL

Dossier **Faut-il célébrer Machiavel?** Le Florentin n'a rien inventé mais sait dire ce qui demande à rester caché.

Dialogue sur un demi-millénaire. Pages A 6 et A 7

Force et fortune. La philosophie dans l'accouider analyse *House of Cards* et *Borgen* selon Machiavel. Page E 7



Portrait posthume de Nicolas Machiavel (détail), par Santi di Tito

SCANDALE DES COMMANDITES

Jacques Corriveau est accusé de fraude

BRIAN MYLES

Le principal architecte du scandale des commandites, Jacques Corriveau, vient d'être rattrapé par la justice... huit ans après la commission Gomery.

M. Corriveau, 80 ans, a été accusé vendredi matin de fraude envers le gouvernement, de fabrication de faux documents et de recyclage des produits de la criminalité. Ses comptes bancaires et sa résidence d'un million de dollars, à Saint-Bruno-de-Montarville, font l'objet d'ordonnances de blocage.



Jacques Corriveau

L'ancienne gloire du Parti libéral du Canada section Québec (PLCQ) comparaitra le 10 janvier prochain. La débâcle de cet ami intime de Jean Chrétien soulève de nombreuses interrogations.

Dès la publication du rapport de la Commission d'enquête sur le programme des commandites et les activités publicitaires, en 2005, il était clair que M. Corriveau était «l'acteur central d'un dispositif bien huilé de pots-de-vin qui lui avait permis de s'enrichir personnellement et de donner de l'argent et des avantages au PLCQ», pour reprendre les mots du juge John H. Gomery.

L'Unité mixte des produits de la criminalité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a lancé son enquête en 2006. L'année suivante, les policiers ramenaient une cinquantaine de caisses de documents à la suite d'une perquisition au domicile de M. Corriveau.

La GRC a bouclé son enquête en 2010. C'est donc dire que le dossier a traîné sur le bureau de la Couronne fédérale pendant trois ans.

«Aujourd'hui, on est content de dire que M. Corriveau va faire face à la justice. Nos enquêteurs

VOIR PAGE A 12 : CORRIVEAU

AUJOURD'HUI



Transports **Peur bleue sur le réseau blanc.** Si le vélo d'hiver gagne des adeptes, la cohabitation auto-vélo reste difficile. *Page A 8*

Sécurité **Le pétrole pourrait devenir produit dangereux.** Le gouvernement Harper entend renforcer les règles sur le transport de brut. *Page A 4*



Avis légaux C 10
Carrières C 6
Décès C 11
Mots croisés C 9
Petites annonces C 11
Sudoku C 8

Charles Binamé dirige Xavier Dolan

L'Institut universitaire en santé mentale de Montréal accueille le tournage du thriller psychologique *Elephant Song*

Adapté de la pièce de Nicolas Billon, *Elephant Song* relate une sombre histoire de complot campée dans un hôpital psychiatrique au début des années 1960.

FRANÇOIS LÉVESQUE

Le décor: l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal, autrefois connu sous le nom d'hôpital Louis-H. Lafontaine et naguère encore, d'asile Saint-Jean-de-Dieu. Éclairés aux néons blafards, ses murs pâles et froids sont chargés d'histoires malheureuses (Émile Nelligan y séjourna). Invités à visiter le plateau du film *Elephant Song*, les représentants des médias sillonnent les couloirs sinueux de l'établissement en affichant un air vaguement inquiet. C'est qu'une disparition vient de se produire. Du moins, dans le long métrage en cours de tournage, un mystère inquiétant mûrit d'une bonne dose de folie, on l'aura compris.



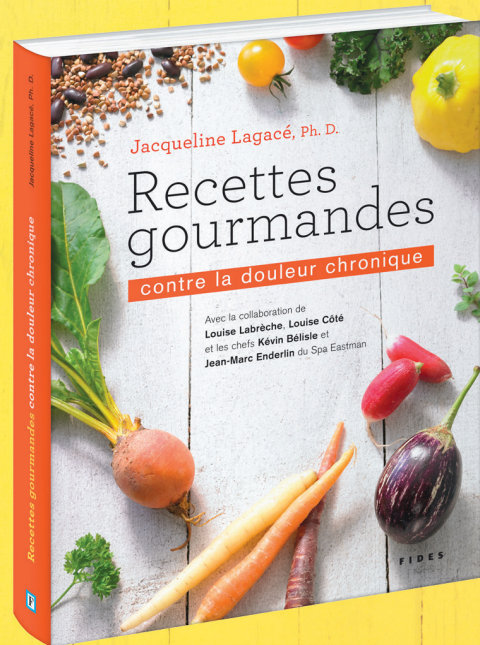
SÉBASTIEN RAYMOND

Xavier Dolan interprète Michael Aleen, le patient inquiétant d'un psychiatre disparu. «Il adore jouer et ça se voit, affirme Charles Binamé. Il a fait des trucs remarquables; il m'a chaviré dans certaines scènes.»

Première pièce du dramaturge montréalais Nicolas Billon, *The Elephant Song* part d'une prémisse pour le moins intrigante. Après s'être enfermé

VOIR PAGE A 12 : DOLAN

Délices d'une alimentation tonique et préventive



CUISINE • 352 pages • 32,95 \$
En collaboration avec le Spa Eastman

FIDES



sunwing.ca

TOUS LES VOLS DE SUNWING AIRLINES OFFRENT LE SERVICE AU CHAMPAGNE
Tous les passagers vivent l'expérience du service Elite:
 Franchise de bagages de 20 kg GRATUITE • Verre de champagne • Repas Bistro frais et chauds avec vin • Boissons non alcoolisées • Service de serviettes chaudes • Sièges en cuir • Écouteurs • Primeurs cinématographiques • Sac à dos pour enfants • Service courtois et amical



LES SIÈGES SE VENDENT RAPIDEMENT - RÉSERVEZ MAINTENANT!

**RÉSERVEZ,
BOUCLEZ VOS VALISES
ET PARTEZ!**

**DERNIÈRE CHANCE
POUR LES FÊTES!**



DÉPARTS DE MONTRÉAL • 1 SEMAINE • TOUT COMPRIS

**VIVEZ la
DIFFÉRENCE**

Profitez d'un service direct sur nos vols au champagne primés, réservez parmi nos collections de vacances uniques et profitez d'offres exclusives conçues pour vous par les experts en voyages chez Sunwing.ca!

COLLECTION POUR FAMILLES



« FORTEMENT RECOMMANDÉE PAR DES VACANCIERS AYANT VOYAGÉ AVEC SUNWING, LA COLLECTION D'HÔTELS EXCLUSIFS DE SUNWING POUR FAMILLES SAURA PLAIRE À TOUTE LA FAMILLE ! »

CAYO SANTA MARIA
Memories Paraiso Azul Beach Resort ***PLUS**
 Chambre économique • 23, 30 déc. **1175\$**

PUNTA CANA
Bavaro Princess All Suites Resort *****
 Suite • 22 déc. **1495\$**

COLLECTION POUR ADULTES



« UNE COLLECTION SUPÉRIEURE DE VACANCES CONÇUES POUR ADULTES SEULEMENT, FORTEMENT RECOMMANDÉE PAR DES VACANCIERS AYANT VOYAGÉ AVEC SUNWING, DISPONIBLE EXCLUSIVEMENT AVEC SUNWING »

JAMAÏQUE
Grand Lido Negril **** **1595\$**
 Suite junior deluxe • 20 déc.

PUNTA CANA
Punta Cana Princess All Suites Resort & Spa ***PLUS** **1745\$**
 Suite deluxe • 23 décembre

AUTRES HÔTELS POPULAIRES

MANZANILLO DE CUBA ***
Club Amigo Marea del Portillo
 Chambre supérieure (section Farallon)
 18 déc.

SANTA LUCIA
Gran Club Santa Lucia ***
 Surclassement en suite junior • 25 déc.

CAYO COCO ***PLUS**
Memories Flamenco Beach Resort
 Chambre économique • 22, 24, 31 déc.

VARADERO ****
Memories Varadero Beach Resort
 Chambre supérieure • 23 décembre

HOLGUIN
Riu Playa Turquesa ***PLUS**
 Chambre • 24, 31 déc.

SANTIAGO DE CUBA
Brisas Sierra Mar *PLUS**
 Chambre vue mer • 25 déc.

695\$ **PUERTO PLATA ***PLUS**
smile Casa Marina Beach Resort
 Chambre supérieure vue jardin
 24 et 31 déc.

1045\$ **SAINT-MARTIN**
smile Sonesta Maho Beach Resort & Casino ****
 Chambre deluxe • 19 décembre

1145\$ **RIVIERA MAYA**
smile Grand Palladium Colonial Resort ***PLUS**
 Chambre • 22 décembre • 5 nuits

1145\$ **RIVIERA MAYA**
The Reef Coco Beach ****
 Chambre • 22 décembre

1195\$ **IXTAPA**
Azul Ixtapa Resort ****
 Chambre deluxe vue mer • 31 décembre

1195\$ **HUATULCO ******
smile Barcelo Huatulco Beach
 Chambre supérieure • 24 décembre

1195\$ **PANAMA *****PLUS**
smile Sheraton Bijao Beach Resort
 Chambre deluxe vue mer • 27 décembre

1395\$ **PUNTA CANA ******
Caribe Club Princess Beach Resort
 Chambre supérieure • 29 décembre

1545\$ **SAINT-MARTIN**
smile Sonesta Maho Beach Resort & Casino ****
 Chambre deluxe • 29 décembre

1595\$ **RIVIERA MAYA**
Barcelo Maya Beach Resort & Caribe ****
 Chambre supérieure • 26 décembre

1595\$ **LOS CABOS *******
Hyatt Ziva Los Cabos
 Suite junior Ziva • 26 décembre

1665\$

Pour réserver vos vacances Sunwing, contactez votre agence de voyages ou visitez Sunwing.ca/fr

Départs de Montréal. Offre valide pour des nouvelles réservations seulement. Les prix sont par personne, en occupation double, pour des forfaits vacances de 7 nuits (sauf indication contraire) incluant les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations (Cuba 25 CUC, RD 305 US, Costa Rica 285 US, Panama 405 US). Les sièges aux prix ci-haut sont limités, la capacité est contrôlée et est disponible au moment de l'impression. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2,005 par tranche de 1 000\$ de services achetés. Vols opérés par Sunwing Airlines ou Travel Service. Le service en vol varie selon les horaires de vol. Pour les modalités et conditions complètes, veuillez vous référer à la brochure Vacances Sunwing 2013/2014. Titulaire d'un permis du Québec. | 30112013

ACTUALITÉS



ED ANDRIESKI ASSOCIATED PRESS
Deux élèves de l'Arapahoe High School ont été blessés, avant que le tireur ne s'enlève la vie.

ÉTATS-UNIS

Une autre école secondaire est la cible d'une fusillade

Une fusillade a fait deux blessés vendredi dans une école secondaire du Colorado, à la veille du premier anniversaire du massacre de 20 enfants dans une école primaire de Newtown, qui avait traumatisé l'Amérique.

Un élève armé a fait irruption vendredi matin au sein de la Arapahoe High School de Centennial, dans la banlieue sud de Denver, et a blessé par balle deux autres élèves avant de se donner la mort. «Le suspect a été retrouvé à l'intérieur de l'école et il est manifestement mort d'un suicide par balle», a déclaré Grayson Robinson, le shérif du comté d'Arapahoe.

L'un des deux élèves a été transporté à l'hôpital dans un «état sérieux», et l'autre ne souffre que d'une blessure sans gravité et pourrait quitter l'hôpital dès vendredi.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le tireur, lui-même un élève de l'Arapahoe High School, visait un professeur de l'établissement. Il n'a même pas essayé de dissimuler son arme. «L'élève avait spécifiquement désigné un professeur [...], ce professeur a été informé de la situation et a rapidement quitté le lycée», a ajouté M. Robinson, qui a refusé d'identifier le tireur.

Whitney Riley, une élève parmi les quelque 2200 élèves qu'accueille cette école, était en train de faire ses devoirs dans une salle d'étude quand elle a entendu les coups de feu, a-t-elle raconté à la chaîne CNN. «On était en train de rire et de blaguer et soudain, on a entendu un gros boum et le professeur a demandé ce que c'était. Ensuite, on en a entendu deux autres et on s'est tous levés en criant», a-t-elle déclaré.

À l'annonce de la fusillade, toutes les écoles et tous les lycées du Colorado ont été bouclés par mesure de sécurité, dans un État déjà frappé par plusieurs tragédies similaires.

La ville de Centennial elle-même est située dans un secteur qui a connu son lot de drames ces dernières années. Elle se trouve en effet à quelques kilomètres d'Aurora, où une fusillade dans un cinéma lors d'une projection du film *Batman* avait fait 12 morts en 2012. La ville est également très proche du lycée de Columbine, où 13 étudiants avaient été tués par deux élèves en 1999.

Le shérif Robinson a écarté pour l'instant tout lien entre la fusillade de Centennial et le massacre de l'école Sandy Hook à Newtown.

Agence France-Presse

Lire aussi | Un an après le massacre de ses enfants, la ville de Newtown veut qu'on la laisse en paix. Page C 8

Des médecins refusent de traiter des enfants par « préférence personnelle et professionnelle »

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Une mère de famille excédée de se voir refuser l'accès à la clinique sans rendez-vous de son quartier qui refuse les enfants lors de certaines plages horaires porte plainte au Collège des médecins.

Marie-Eve, mère de deux enfants, habite l'Ouest-de-l'Île. A plusieurs reprises, la secrétaire du centre médical Brunswick, à Pointe-Claire, a refusé d'inscrire un de ses enfants au sans rendez-vous.

En début de semaine, la situation s'est reproduite. Sa fille se plaignait de douleur à l'oreille — manifestement une otite. «J'ai appelé à la clinique pour savoir s'il restait de la place», raconte Marie-Eve, qui préfère ne pas dévoiler son nom. La secrétaire m'a dit qu'il fallait venir avant 17 h, car le médecin de soir ne prend pas les enfants. La secrétaire lui propose alors de venir le lendemain matin, alors qu'un autre médecin sera de garde. «Ce n'est pas la première fois que ça m'arrive», déplore la jeune maman, qui a contacté *Le Devoir*. Une deuxième mère de famille a confirmé que cette situation lui était arrivée «régulièrement» à cette même clinique, mais qu'elle n'avait pas porté plainte. Une troisième raconte également qu'après l'avoir fait attendre 45 minutes avec son bébé de 11 mois, la secrétaire lui a finalement signifié de se rendre dans une autre clinique du quartier.

Le Code de déontologie pourtant clair

Marie-Eve porte maintenant plainte au Collège des médecins.

Sa porte-parole, Leslie Labranche, confirme qu'un médecin ne peut «faire de tri de sa clientèle en fonction de l'âge». L'article 23 du Code de déontologie le prohibe formellement. «Le médecin ne peut refuser d'examiner ou de traiter un patient pour des raisons liées à la nature de la déficience ou de la maladie présentée par ce patient ou pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de grossesse, d'état civil, d'âge, de religion, d'origine ethnique ou nationale ou de condition sociale de ce patient ou pour des raisons d'orientation sexuelle, de mœurs, de convictions politiques ou de langue; il peut cependant, s'il juge que c'est dans l'intérêt médical du patient, diriger celui-ci vers un autre médecin», peut-on y lire.

Le Dr Peter Daignault, qui était de garde lors de l'incident selon la secrétaire de la clinique jointe jeudi, ne fait pas l'objet de limitation de pratique qui, à la connaissance du Collège, pourrait justifier son refus de traiter des enfants. «Si la personne porte plainte, le syndic pourra vérifier si ses raisons sont fondées», dit M^{me} Labranche.



FRED DUFOUR AGENCE FRANCE-PRESSE

Les médecins ne peuvent normalement pas trier leur clientèle en fonction de l'âge.

Elle ajoute que le syndic reçoit quelques plaintes par an concernant l'article 23 du Code de déontologie, mais que le tri de clientèle n'est pas un problème qui est souvent porté à son attention.

Le centre médical Brunswick est par ailleurs accrédité Groupe de médecine familiale depuis 2012 et Clinique réseau depuis 2008, et reçoit à ce titre des subventions de fonctionnement. C'est un important GMF qui comptait 27 médecins lors de son accréditation.

Selon le centre médical Brun-

Le phénomène est-il isolé?

D'autres parents ont vécu la même expérience ailleurs.

wick, qui confirme que le Dr Daignault ne voit pas les enfants, il est très rare que les parents se voient refuser l'accès au sans rendez-vous. «Ça n'arrive presque jamais», assure Stéphanie Kattas, la directrice des opérations et de l'administration. Normalement, un pédiatre ou un autre médecin est présent en même temps que ce médecin pour assurer l'accès à cette clientèle. Elle explique que le Dr Daignault ne traite pas les enfants par «préférence person-

nelle et professionnelle» et qu'il n'est pas à l'aise. «Nous avons d'autres médecins qui offrent la meilleure qualité de soins possible pour les enfants. Nous avons toujours une solution pour pallier.»

Le CSSS de l'Ouest-de-l'Île a refusé de commenter, alléguant que les droits des médecins relevaient du Collège.

Phénomène isolé?

Le phénomène est-il isolé? D'autres parents ont vécu la même expérience ailleurs. A la clinique La Cité à Montréal, une jeune mère requérant un rendez-vous pour un problème avec sa fille de 11 mois s'est fait clairement répondre: «Les médecins ici ne sont pas à l'aise avec les petits bébés. Ils ne peuvent pas refuser de la voir, mais je préfère vous le dire», a indiqué la réceptionniste. Celle-ci a par ailleurs précisé que la clinique n'avait le droit de refuser aucun patient réclamant un rendez-vous pour son enfant, mais dirigeait souvent les parents d'enfant en bas âge à une autre clinique du secteur, sauf en présence de symptômes d'apparence simple, comme une otite.

Un autre parent a aussi raconté

au *Devoir* qu'un médecin de famille avait refusé de suivre ses enfants, affirmant ne pas accepter de mineurs parmi sa clientèle.

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) croit qu'un médecin doit éviter les situations où il devra traiter des cas où il ne se sent pas à l'aise. «Sur le plan individuel, mieux vaut ne pas s'occuper d'un patient si on ne s'en sent pas les compétences», dit son président, le Dr Louis Godin. «Mais tu ne dois pas te placer toi-même dans une situation où il y a une forte probabilité que tu voies des enfants. Si tu es seul au sans rendez-vous, il y a toutes sortes de clientèles, tu dois pouvoir faire face à la musique», nuance le Dr Godin. Refuser systématiquement les enfants dans un sans rendez-vous est un comportement «plus difficile à justifier», dit-il.

Selon le Dr Godin, alors que la médecine de famille tend non seulement à se complexifier, mais aussi à se spécialiser, le phénomène de la segmentation des pratiques prend de l'ampleur. «Certains médecins font beaucoup de pédiatrie, d'autres de gériatrie. À partir de ce moment-là, il faut s'organiser pour travailler dans des milieux qui nous conviennent.»

Avec Isabelle Paré
Le Devoir

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
Avocats inc.

514.861.0469

menardavocats.com

Papeterie
Gasse - Noisette

Papier Lalo - papiers St-Gilles - Cartes - Plumes
Stylos - Livres d'or - Albums de photos

L'AGENDA MODERNE — agendas MIGNON

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Le Père Noël a besoin de vous...

Mes emplettes de Noël tout en français!



Jean-Paul Perreault
Président

IMPÉRATIF
FRANÇAIS

www.imperatif-francais.org

f Imperatif français

Imp_français

Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens.
Antiquités haut de gamme.
Grande valeur offerte.

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Jean-Paul Lemieux - «Vieux de jeune fille» - Hink sur toile

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

ACTUALITÉS

TRANSPORT FERROVIAIRE

Le pétrole pourrait devenir un produit « dangereux »

ALEXANDRE SHIELDS

Sévèrement critiqué pour son laxisme en matière de sécurité ferroviaire, le gouvernement Harper entend renforcer les règles sur le transport de pétrole brut, un secteur en très forte croissance au pays.

Ottawa souhaite d'abord revoir la classification du pétrole. Pour le moment, la substance est seulement considérée comme inflammable. Mais la tragédie de Lac-Mégantic a mis en lumière les risques d'explosion associés au brut.

Le gouvernement fédéral envisage donc de le considérer comme un produit « dangereux », a dit le ministre des Transports, Lisa Raitt, en entrevue au *Globe and Mail*. « Tout le monde comprend l'urgence, a-t-elle souligné. Nous voulons que ce dossier avance le plus rapidement possible. »

M^{me} Raitt a déjà mandaté un groupe au sein de son ministère qui doit préciser les modifications d'ici la fin de janvier. Les nouvelles mesures encadrant le transport pétrolier par train seraient mises en application dès la mi-2014.

Mesures

Parmi les scénarios envisagés, Ottawa pourrait forcer les entreprises qui transportent du brut à se doter de plans et d'équipes d'intervention qui seraient disponibles tout le long du parcours d'un



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'explosion de plusieurs wagons de pétrole au centre-ville de Lac-Mégantic le 6 juillet a montré du doigt les lacunes dans la sécurité ferroviaire.

convoi ferroviaire. Le fédéral souhaite en outre renforcer les règles qui régissent l'étiquetage du pétrole.

Le gouvernement canadien estime aussi qu'il serait

temps d'exiger des entreprises qu'elles détiennent des couvertures d'assurance suffisantes pour faire face aux coûts de nettoyage en cas de déraillement. Une

telle mesure, réclamée par plusieurs, pourrait permettre d'éviter que les contribuables aient à payer la facture en cas de catastrophe comme celle survenue en

juillet à Lac-Mégantic.

Uniquement pour la décontamination des sols du secteur dévasté de la ville, l'entreprise choisie par Québec estime que les travaux coûte-

ront plus de 30 millions de dollars. Pour le moment, ce sont les citoyens qui doivent payer le tout.

La question de la sécurité du transport ferroviaire de pétrole a été ravivée l'été dernier, mais elle se pose de plus en plus. Ce mode de transport de brut connaît en effet une très forte croissance, en raison de la production de plus en plus importante de pétrole de schiste et des sables bitumineux, au Canada et aux États-Unis.

L'Association des chemins de fer du Canada estime que jusqu'à 140 000 wagons-citernes transportant du brut devraient circuler sur les rails du pays cette année, contre seulement 500 en 2009. La raffinerie de Suncor, à Montréal, entend recevoir du pétrole grâce à un train qui traversera une partie de la ville. Celle de Lévis en reçoit déjà.

Pour le responsable de la campagne Climat chez Greenpeace, Patrick Bonin, des règles de transport plus strictes ne permettront pas d'éviter d'autres catastrophes pétrolières. Selon lui, il importe de prendre rapidement des mesures pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles.

Le ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet, n'a pas souhaité réagir vendredi aux intentions annoncées par le gouvernement fédéral.

Le Devoir

Les sénateurs conservateurs resteront dans leur caucus

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Les sénateurs conservateurs ne prendront finalement pas leurs distances de leur formation politique. Au terme d'une rencontre de deux jours pendant laquelle ils ont réfléchi à la raison d'être de la Chambre haute, les parlementaires non élus de Stephen Harper ont décidé de continuer à siéger au caucus hebdomadaire du Parti conservateur.

« Tout le monde est conscient de l'importance du caucus national et de faire le partage d'opinions », a expliqué le leader du gouvernement au Sénat, Claude Carignan. « Ce n'est pas parce qu'on va dans un caucus, qu'on est dans la même salle et qu'on entend les opinions de chacun que ça nuit à notre indépendance pour autant. »

Le sénateur Pierre Claude Nolin reconnaît qu'une décision de groupe n'a pas été prise à cet égard. « La conclusion est qu'on participe au caucus national. Ceux qui désirent ne pas y aller sont libres de ne plus y aller. » Le caucus d'un parti réunit chaque semaine les députés et sénateurs, le cas échéant, d'une même formation pour discuter stratégie. C'est à cette occasion que les parlementaires se font dire comment voter sur tel ou tel projet de loi.

Régime de sanctions à revoir

La réunion de cette semaine aura cependant permis de constater que le régime de sanctions disciplinaires au Sénat doit être revu. M. Carignan a expliqué qu'il n'était pas souhaitable pour l'institution de revivre le psychodrame de l'automne, lorsque les sénateurs ont débattu pendant des jours entiers des pé-

nalités à imposer à leurs collègues Mike Duffy, Patrick Brazeau et Pamela Wallin.

« On a vu que la détermination de la sanction dans un Sénat pendant deux semaines, ce n'est peut-être pas le meilleur endroit pour déterminer quelle est la sanction la plus appropriée », a-t-il expliqué. « Alors, on veut s'assurer que, dans notre processus disciplinaire, on aura un modèle pour déterminer la sanction et la recommander au Sénat par la suite. » Il se donne jusqu'au printemps pour accoucher de nouvelles normes.

Pas de message au premier ministre

Les sénateurs conservateurs n'ont par ailleurs pas convenu, au terme de leur rencontre, d'envoyer un message clair au bureau du premier ministre que ses interventions n'étaient pas souhaitables. Selon M. Nolin, grand défenseur de l'indépendance du Sénat, ce n'est plus nécessaire.

« Le bureau du premier ministre n'a rien à voir dans nos opérations. Il le voudrait bien, on n'a qu'à lire les courriels du printemps, mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Et s'il y en a encore parmi ces adjoints au bureau du premier ministre qui ont des velléités de venir se mêler de comment on doit fonctionner, je pense qu'ils gardent pour eux leur opinion. » Selon M. Nolin, ces interventions ont pratiquement cessé depuis que M. Carignan a accédé au poste de leader.

Des documents déposés en cour par la Gendarmerie royale du Canada ont démontré que le bureau de M. Harper était étroitement impliqué dans toutes les tractations internes pour en arriver à ce que Mike Duffy rembourse au Sénat les dépenses qu'il s'était fait rembourser indûment.

Le Devoir



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

L'abolition de la livraison à la porte en milieu urbain a outré le maire de Montréal, Denis Coderre, qui a suggéré que la livraison se fasse plutôt trois ou quatre fois par semaine.

POSTES CANADA

Les entreprises ont déjà dit non à la distribution intermittente

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

L'idée est tentante, mais elle n'a pas tenté les entreprises. Postes Canada a bel et bien considéré l'option de ne livrer le courrier que certains jours de la semaine pour réduire ses coûts de fonctionnement. Ses clients commerciaux n'ont rien voulu entendre.

Plusieurs voix se sont élevées contre la décision de Postes Canada de cesser d'ici cinq ans la livraison du courrier à la porte en milieu urbain. Certains, en premier lieu le maire de Montréal Denis Coderre, ont suggéré que la société de la Couronne réduise plutôt la fréquence de ses livraisons, à trois ou quatre par semaine, par exemple.

« C'est une idée qui a souvent été évoquée pendant nos consultations publiques qui ont duré cinq mois », relate la porte-parole, Anick Losier. « Pour l'instant, ce n'est pas une option », ajoute-t-elle, parce que les entreprises ont catégoriquement refusé. Les clients commerciaux représentent 98% du volume d'affaires de Postes Canada.

« Les entreprises font 40% de leurs transactions par la poste. Elles reçoivent des chèques, émettent leurs factures, en-

voient de la publicité. Elles nous ont répété sans cesse que, pour elles, l'essentiel est la fiabilité du service. »

L'étude effectuée par le Conference Board du Canada pour le compte de la société d'État ce printemps a démontré que le premier facteur de satisfaction envers Postes Canada est la fiabilité. Lorsqu'interrogés par sondage sur ce qui influencerait le plus leur décision

Lorsqu'interrogés par sondage sur ce qui influencerait le plus leur décision d'avoir recours à la poste, les répondants ont choisi à 76% la rapidité

d'avoir recours à la poste, les répondants ont choisi à 76% la rapidité avec laquelle la lettre arrivera à destination contre 17% pour le prix du timbre.

Débat obligé

Le Nouveau Parti démocratique tentera par ailleurs d'obliger le gouvernement à entendre les doléances des citoyens en demandant que le comité permanent des transports, de l'infrastructure et des communautés de la Chambre des communes soit convoqué d'urgence. Majori-

taires, les députés conservateurs qui y siègent pourront cependant bloquer cette demande. La décision de Postes Canada a été annoncée le lendemain du départ précipité des députés pour le congé des Fêtes et n'a donc pas été débattue au Parlement.

Le leader du gouvernement en Chambre, Peter Van Loan, a laissé entendre jeudi que la grogne était une préoccupation de bourgeois citadins. « Mes commentants n'ont déjà pas la poste à domicile, a-t-il dit. Ce qui me fait me rappeler ceci : à l'époque où la Ville de Toronto cherchait des moyens de réduire ses dépenses, les bonnes gens de Rosedale [quartier cossu torontois] n'ont pas aimé l'idée que les éboueurs n'iraient désormais plus chercher leurs ordures sur le côté de la maison. Ce serait désormais comme pour tout le monde dans le reste du pays : ils devraient les apporter au bout de leur entrée de garage. »

Le Devoir

Le Devoir

Lire aussi : Début de la fin ou préparatif à une privatisation? Un texte de François Desjarjats en Page C 1

315 000 \$ pendant huit ans pour le d.g. de Montréal

JEANNE CORRIVEAU

Le nouveau directeur général de la Ville de Montréal, Alain Marcoux, touchera un salaire de 315 000 \$, soit une rémunération deux fois plus élevée que celle du maire Denis Coderre. M. Marcoux, qui entrera en fonction mardi prochain, devrait se voir accorder un mandat de huit ans.

Lors de sa réunion hebdomadaire mercredi, le comité exécutif a approuvé la nomination de M. Marcoux, 68 ans, au poste de plus haut fonctionnaire de la Ville de Montréal. Les élus ont également convenu de ses conditions et avantages salariaux.

Ainsi, M. Marcoux recevra un salaire de 315 000 \$ alors que celui du maire de Montréal se chiffre à 159 719 \$. Une clause du contrat prévoit que celui-ci pourra être résilié avec un préavis de trois mois sans qu'une indemnité de départ soit versée, a-t-on indiqué à la Ville.

Ancien ministre au sein du gouvernement de René Lévesque, Alain Marcoux occupait les fonctions de directeur général de la Ville de Québec depuis 2006. Il avait causé une certaine surprise en annonçant, en novembre dernier, qu'il ne terminerait pas son mandat à la Ville de Québec — mandat qui devait prendre fin en mars 2014.

La semaine suivante, le maire Denis Coderre avait confirmé sa décision d'embaucher M. Marcoux comme d.g. de Montréal. « C'est un serviteur de l'État hors pair », avait alors indiqué M. Coderre.

La nomination de M. Marcoux sera soumise à l'approbation du conseil municipal lors de son assemblée de lundi.

Rappelons que l'ex-directeur général de la Ville, Guy Hébert, touchait un salaire de 313 000 \$ lorsqu'il a quitté ses fonctions dans la tourmente en mars dernier. A la Ville de Québec, Alain Marcoux recevait une rémunération annuelle de 218 750 \$.

Depuis 2001, dix directeurs généraux se sont succédés à la Ville de Montréal.

Le Devoir

« Le bureau du premier ministre n'a rien à voir dans nos opérations. Il voudrait bien [...] mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. »

Pierre Claude Nolin, sénateur

Le solde de Porter se prolonge jusqu'au jeudi 19 décembre. Profitez des rabais pendant les Fêtes. Joyeuses réservations et bon vol !

Le solde Balade en raquettes se prolonge. Tracez votre route vers l'une des 19 destinations de Porter. Pour bénéficier de nos rabais jusqu'au printemps, réservez d'ici le jeudi 19 décembre.



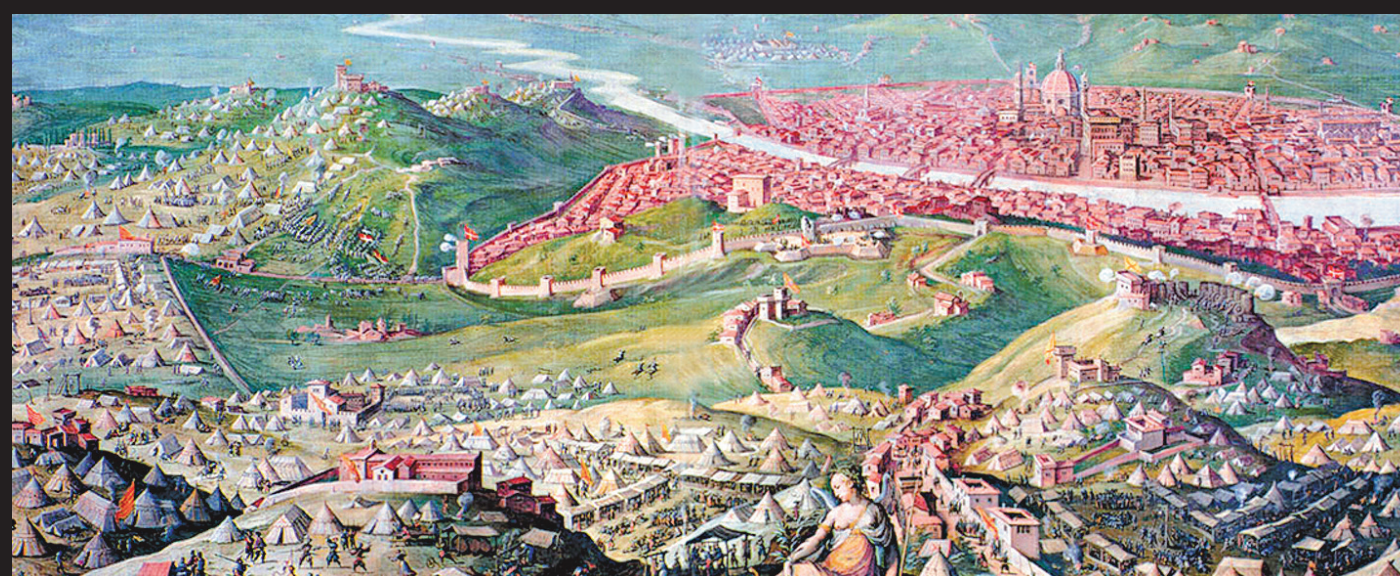
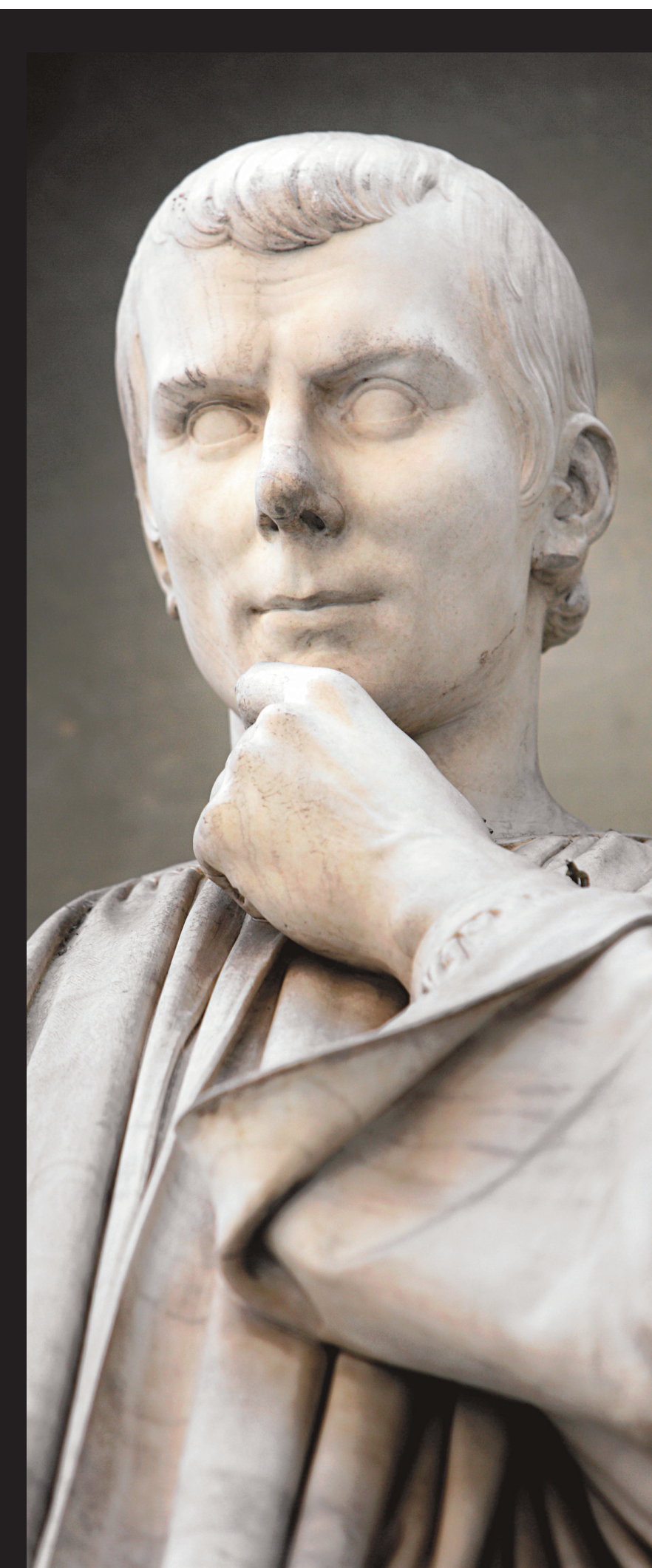
Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 19 décembre 2013. Voyagez d'ici le 21 mai 2014. Le rabais est compris dans les tarifs. Porter peut exiger un achat sept jours à l'avance. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.* Tarifs à partir de :

| | | | | | | | | |
|--|---|---------------------------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|
| HALIFAX 2 par jour 172 \$ | TORONTO 16 par jour 137 \$ | SAULT STE. MARIE 206 \$ | ST. JOHN'S 247 \$ | SUDBURY 206 \$ | THUNDER BAY 212 \$ | TIMMINS 206 \$ | WINDSOR 172 \$ | BOSTON 227 \$ |
| CHICAGO 242 \$ | NEW YORK 221 \$ | WASHINGTON Dulles 227 \$ | PRIX TOUT COMPRIS | | | | | |

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

MACHIAVEL, NOTRE CONTEMPORAIN



De gauche à droite :

Statue de Machiavel, par Lorenzo Bartolini, piazzale des Offices, Florence.

Siège de Florence (fresque de Vasari et de Stradano, 1558).

Girolamo Savonarola condamné à mourir sur le bûcher de la Piazza della Signoria, à Florence en 1498.

Le pape Léon X (Giovanni de Médicis) avec deux cardinaux. Œuvre de Raphaël.

500^e ANNIVERSAIRE DU PRINCE

Faut-il célébrer Machiavel ?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Nous sommes en 1512, dans une Italie qui n'est pas encore constituée telle qu'on la connaît. En ne parcourant parfois que quelques kilomètres, on traverse diverses principautés qui poussent et meurent comme des champignons. Elles sont toutes animées par de petits princes dotés d'un esprit de conquête qui peut rappeler celui de nos entrepreneurs d'aujourd'hui.

Ce fragile édifice italien formé par une suite de principautés tombe et se relève sans cesse sous de nouvelles formes. Au service de la cité d'État de Florence, Nicolas Machiavel agit cette année-là pour reprendre le contrôle des destinées de plus ou moins 50 000 habitants convoités par diverses puissances étrangères. Il recrute des fantassins et veille à divers préparatifs militaires. Mais Machiavel joue et perd : il sera capturé, emprisonné, torturé. Sa milice est supprimée. On l'accuse de fomenter un complot.

En 1512, la République de Florence s'effondre. La corruption a tout miné et préparé la chute. Les divisions politiques ont accéléré le drame. Et les Espagnols profitent de cette déliquescence pour prêter appui à la famille des Médicis afin de renverser le régime républicain. Florence sombre définitivement avec la défaite de la ville de Prato, où les Médicis massacent la population.

La famille des Médicis règne alors sur tout un monde, notamment grâce au contrôle des plus hauts postes de l'Église romaine. Giovanni de Médicis devient pape en 1513 sous le nom de Léon X. Il va considérer Florence comme son bien et son profit. À Florence, il installe au pouvoir divers membres de sa famille qui s'assurent de maintenir son emprise.

L'écriture du *Prince*, consécutive à la disgrâce qui frappe Machiavel, a notamment pour objet de lui permettre de retrouver une place au sein des affaires de l'État en se mettant en grâce auprès de Lorenzo de Médicis.

Monde instable
Avec *Le Prince*, Machiavel va chercher à mettre à profit le mal qui l'entoure comme un ultime coup de production d'un bien supérieur dont la valeur dépasse les intérêts individuels dont il se compose.

Le prince que conseille Machiavel dans son livre doit savoir jouer des égoïsmes de chacun dans une perspective à long terme qu'il sait définir seul, tout en maintenant sa réputation, quitte pour ce faire à user constamment de la peur.

Le monde que connaît Machiavel est très instable. Et c'est son honneur que d'essayer d'en forger un nouveau mieux établi selon des principes d'une rationalité calculatrice. Le brillant conseiller a vu jusqu'où les hommes mal gouver-

nés peuvent descendre. Il se souvient par exemple très bien de Jérôme Savonarole, un moine illuminé au fort pouvoir de séduction, qui a régné sur Florence de 1494 à 1498. L'État théocratique que le moine dirige a piqué du nez. Et Savonarole a été mis au bûcher. Dans les flammes qui l'emportent se dessine cette République laïque instable qui glisse elle aussi bientôt jusqu'au néant. Devant ce cortège de drames, Machiavel rêve de voir se constituer un univers politique unifié dans une Italie enfin libérée de la lourde influence des puissances étrangères.

Cet homme qui dit prendre plaisir à couper son bois autant qu'à écrire cette République laïque instable qui glisse elle aussi bientôt jusqu'au néant. Devant ce cortège de drames, Machiavel rêve de voir se constituer un univers politique unifié dans une Italie enfin libérée de la lourde influence des puissances étrangères.

On continue de sonder *Le Prince* parce que nous savons que la souveraineté d'un État se gagne, se perd, se joue et se dénoue parfois de façon étonnante

articles autant que des rééditions du *Prince* soulignent cette année l'anniversaire de l'œuvre majeure d'un homme qui cherchait à instituer de nouveaux principes de liberté pour ses semblables.

Une révolution

Les livres qui ont été consacrés à Machiavel à ce jour sont innombrables. On continue de sonder *Le Prince* parce que nous savons que la souveraineté d'un État se gagne, se perd, se joue et se dénoue parfois de façon étonnante, selon qui gouverne. Claude Lefort, le grand spécialiste français de l'œuvre de Machiavel, a fait remarquer que tout le monde s'entend depuis longtemps sur l'importance de la postérité de Machiavel. Mais personne bien sûr ne s'entend exactement pour dire à quoi elle tient.

On sait au moins qu'il y a cinq cents ans, *Le Prince* de Machiavel annonce une révolution dont l'onde sismique se fait encore sentir aujourd'hui. Ce livre aura beau être interdit par l'Église catholique pendant plus de trois siècles, comme tous les autres de Machiavel, il n'en élargit pas moins la vision qu'ont les hommes du pouvoir. Dans un style d'une extrême finesse, ce brillant conseiller établit que la morale ne peut jouir d'une prise ferme sur le champ politique. Il opère de la sorte une véritable rupture avec la morale des humanistes et instaure une nouvelle ère politique.

Bien sûr, les sombres coulisses du pouvoir dans lesquelles Machiavel nous conduit à travers son œuvre existent bien avant lui : depuis les profondeurs des temps, l'homme n'a pas tant progressé en matière de luttes pour le pouvoir. Machiavel n'a

rien inventé, mais il sait dire ce qui jusque-là demandait à rester caché. Machiavel est le premier à éviter de mettre des gants blancs pour présenter la vie publique des puissants au grand jour.

Dans *Le Prince*, mais aussi dans un autre livre célèbre, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, il nous plonge dans une modernité politique qui ressemble parfois à une étrange soupe de visères et de vipères dont il entend tirer du miel. Il décrit le vrai visage du pouvoir et non celui que l'on montre d'ordinaire dans des jeux de miroir aux alouettes. En révélant tout des usages nécessaires pour arriver à ses fins, il démonte et explique les mécanismes des pièges du pouvoir. On pourrait aussi trouver une part intéressante de sa pensée exprimée dans *La mandragore*, une pièce de théâtre amusante qui raille l'univers des Médicis.

Le Prince a été lu et commenté par des sommités très diverses : Spinoza, Descartes, Rousseau, Nietzsche, Gramsci, Althusser et bien d'autres font dis-

serter qu'on connaît très mal Machiavel et qu'on ne peut le limiter à ce discours sur la volonté de puissance des princes. On commence aussi alors à commettre d'autres œuvres de Machiavel, dont les *Discours sur la première décade de Tite-Live*. On dit souvent qu'il y a deux Machiavel, celui qui s'adresse aux princes et un autre républicain, avec ces *Discours*... Tout le problème consiste à conjuguer ces deux penseurs. Dans *Le Prince*, on insiste toujours plus sur une œuvre que sur une autre. La traduction plus républicaine, dans laquelle je me situe, lit davantage les *Discours sur la première décade de Tite-Live* tout en conservant une certaine gêne par rapport au *Prince*. Les lectures plus conservatrices, celle de Leo Strauss par exemple, font le contraire en focalisant sur *Le Prince*.

Le Prince a 500 ans et, pourtant, la pensée de Machiavel semble encore d'actualité. En tout cas, le machiavélisme est constamment évoqué dans les discours public. Comment expliquez-vous cette fortune exceptionnelle, la persistance de cette perspective ?

Dès le départ, la réception populaire de Machiavel a assuré d'une certaine manière sa postérité. Ce qu'on a appelé le machiavélisme se forge très tôt, dès les guerres de religions, en France. Un auteur nommé Innocent Gentillet (et ne s'en vante pas) publie des textes de Machiavel complètement tronqués : les *Discours sur les moyens de bien gouverner*, ou *Anti-Machiavel*, qui datent de 1576. Il crée d'une certaine manière le machiavélisme, c'est-à-dire, en gros, une pensée politique qui serait complètement italienne. Dans cette histoire, il ne faut pas oublier que Gentillet vise le pouvoir des Médicis, l'influence de plus en plus grande de l'Italie dans l'entourage de la reine Catherine. En plus, Gentillet est huguenot et pour lui, s'attaquer à l'Italie, c'est aussi viser Rome. Bref, dès le départ, on fait dire le pire à Machiavel et c'est ce pire qui va assurer la postérité du *Prince*. Aujourd'hui, d'une certaine manière, on est encore tributaire de cette présentation tronquée. Quand Pierre Elliott Trudeau ou d'autres se réclament de Machiavel, il y a clairement une forme de cynisme politique, alors que la pensée de cet auteur est beaucoup plus riche.

Le Devoir



Vue sur la ville de Florence, approximativement vers 1493. Auteur inconnu.

Dialogue sur le premier demi-millénaire du *Prince* de Machiavel

Christian Nadeau enseigne l'histoire des idées politiques, mais aussi la philosophie morale et politique, à l'Université de Montréal. Spécialiste de Jean Bodin, de Hobbes et de Machiavel, ses travaux portent notamment sur la tradition républicaine depuis la Renaissance, la question de la responsabilité collective et les théories de la démocratie. Il a récemment publié chez Boréal *Liberté, égalité, solidarité. Refonder la démocratie et la justice sociale* (2013) et *Contre Harper. Bref traité philosophique sur la révolution conservatrice* (2010).

STÉPHANE BAILLARGEON

montrer qu'on connaît très mal Machiavel et qu'on ne peut le limiter à ce discours sur la volonté de puissance des princes. On commence aussi alors à commettre d'autres œuvres de Machiavel, dont les *Discours sur la première décade de Tite-Live*. On dit souvent qu'il y a deux Machiavel, celui qui s'adresse aux princes et un autre républicain, avec ces *Discours*... Tout le problème consiste à conjuguer ces deux penseurs. Dans *Le Prince*, on insiste toujours plus sur une œuvre que sur une autre. La traduction plus républicaine, dans laquelle je me situe, lit davantage les *Discours sur la première décade de Tite-Live* tout en conservant une certaine gêne par rapport au *Prince*. Les lectures plus conservatrices, celle de Leo Strauss par exemple, font le contraire en focalisant sur *Le Prince*.

L'une et l'autre interprétations ne se lient-elles pas dans l'idée d'une réflexion sur la nature ou les fondements du politique, voire de la démocratie ?
Oui, mais à condition de ne pas produire d'anachronisme. Le terme « démocratie » n'appartient pas dans les textes. Quand Machiavel pense à un gouvernement populaire, il songe à des moyens qu'aujourd'hui on associerait à la démocratie mais qui n'ont pas la même signification. Il songe surtout à des moyens d'opposition. Il veut par exemple que le peuple puisse juger les grands. Il suppose aussi une institutionnalisation

de la confrontation pour éviter la logique des purs rapports de force. Machiavel nous donne donc des catégories pour penser la question politique de manière strictement temporelle, sans référence théologique. Il recommande de penser ce qu'est la politique en considérant la finitude humaine et donc la finitude des institutions. Comme les hommes et les femmes, les institutions, naissent et meurent.

Comment se maintiennent-elles alors ?

Ça dépend. Si un prince hérite d'une principauté, il doit essayer de la maintenir dans la tradition. Il est dans un régime temporel où les mœurs sont dans la longue durée. En revanche, si un prince conquiert un problème État, comme corps étranger, il doit instaurer un ordre nouveau et tout raser. Machiavel nous dit donc que le prince doit être en adéquation avec la situation à laquelle il se confronte et ce qu'il est lui-même.

Machiavel ajoute que le prince doit être courageux pour affronter les contingences. Il parle de *virtù* et de *fortuna*. Pouvez-vous expliquer ces notions centrales de l'œuvre ?
La *virtù*, ce n'est surtout pas la vertu. L'étymologie de *virtù* évoque la virilité. Ce que Machiavel dit, dans une fameuse tirade qu'on comprend souvent très mal, c'est que la fortune est une femme et qu'il est nécessaire de la soumettre et de la battre. Il ne fait pas référence à un personnage féminin, mais à la déesse de la fortune qui, dans la mythologie, est capricieuse et insaisissable. Elle incarne la contingence. Machiavel dit alors que, pour faire face à cette force, il faut devenir soi-même la fortune de la fortune. Autrement dit, il ne faut pas être sage ou prudent puisque la fortune n'a ni sagesse ni prudence. Voilà d'ailleurs pourquoi

les jeunes, moins prudents que les vieux, entretiennent des rapports plus fructueux avec la contingence.

Cette leçon générale peut-elle servir en dehors de la sphère politique, pour guider d'autres pouvoirs ?

On insiste beaucoup sur l'art de gouverner chez Machiavel. Ses trucs sont repris dans les manuels de gestion. Pour moi, ça ne fait que reproduire le cliché mis en place par Innocent Gentillet. Comme si *Le Prince* n'était qu'un petit manuel sur les vertus propres au manager, à un leader. C'est tout sauf ça au fond. Ce qui intéresse Machiavel en réalité, ce sont les notions institutionnelles. Quand il pense au Prince, il pense à une institution et il veut qu'elle dure. Et pour avoir un minimum de pérennité, elle doit se confronter à la fortune. En percevant le Prince comme une personne, on manque l'essentiel qui s'applique aussi aux républiques, cette idée de durer, cette volonté de se maintenir.

Machiavel dit aussi que les institutions doivent négocier avec la corruption. Comment la conçoit-il ?

Machiavel analyse cette notion dans les *Discours* et son *Histoire de Florence*. Il dit qu'il faut de bons ordres et de bonnes lois. Il dit que l'opposition entre les grands et le peuple est très saine. Il dit que l'opinion publique permet d'accuser les membres de l'élite. Quand ces mécanismes manquent, tout se fait dans l'ombre et la corruption s'installe. Pour Machiavel, la corruption est en quelque sorte l'institutionnalisation de la violence. Elle fait corps avec certaines sociétés, elle finit par être leur manière de fonctionner.

Que dirait l'auteur du *Prince* de la commission Charbonneau ?
Je pense qu'il l'approuverait tout à fait.

Le Devoir

Lire aussi : Force et fortune. Une analyse des émissions télévisées *House of Cards* et *Borgen* du point de vue de la philosophie politique de Machiavel. Page E7

Machiavel en neuf temps

1469

Naissance de Nicolas Machiavel, fil d'un homme de loi qui est aussi trésorier pontifical.

1498

Nommé secrétaire de la chancellerie de Florence. Il mène diverses missions diplomatiques.

1500

Il se rend à la cour de France pour défendre les intérêts de Florence. Il y retournera et continuera de beaucoup voyager pour assurer les intérêts diplomatiques de la République.

1505

Afin que Florence ne compte plus seulement sur les mercenaires, il commence à former des troupes. Il sera nommé chancelier de la milice. Il assiste à des sièges et des batailles.

1512

La chute du régime à Florence le contraint à l'exil après qu'il fut soupçonné d'un complot. Début de la rédaction des *Discours sur la première décade de Tite-Live*.

1513

En février, il est arrêté et torturé. En mars, libéré, il met de côté la rédaction des *Discours* pour se lancer dans la rédaction du *Prince*.

1527

Il demande son congé des affaires à Florence. Le 20 juin, il se sent mal, absorbe un médicament et décède le lendemain.

1531

Première édition des *Discours sur la première décade de Tite-Live*.

1532

Première édition du *Prince*, achevé d'imprimer en janvier.

Lectures machiavéliques

Une édition du *Prince* (UGE, 1962), dans une traduction de Jean-Vincent Périès de 1825, est disponible gratuitement sur le site *Les classiques des sciences sociales* (classiques.uqac.ca) qui propose aussi les *Discours sur la première décade de Tite-Live, L'art de la guerre et Histoire de Florence*, en plus de textes de présentation et des analyses de l'œuvre de Machiavel.

Google Livres en version complète, la troisième édition de 1576 parue sous le titre *Discours sur les moyens de bien gouverner et soutenir en bonne paix un royaume ou autre principauté* — contre Machiavel. On y retrouve aussi une version incomplète en français contemporain publiée en 1968 (Droz).

Salman Rushdie parle de Machiavel dans une vidéo diffusée sur *OpenCulture.co*. Le romancier démonte les clichés du machiavélisme en y opposant l'image d'un Machiavel profond démocrate, joyeux luron et bel homme en plus. « *Machiavel n'était pas machiavélique* », dit-il. Le site de diffusion de la culture en libre accès ajoute une quinzaine d'enregistrements de cours donnés par Leo Strauss, partisan d'une lecture conservatrice du théoricien florentin.

Cinq éditions du *Prince* sont disponibles sur le site *hyper-prince.ens.lyon.fr* de l'Université de Lyon. On y retrouve l'œuvre originale en italien de 1532 et quatre traductions en français du XVI^e siècle. Le logiciel *HyperMachiavel* permet de comparer les différentes versions phrase par phrase, concept par concept.

L'anti-Machiavel d'Innocent Gentillet est disponible sur

« Quand Machiavel pense à un gouvernement populaire, il songe à des moyens qu'aujourd'hui on associerait à la démocratie mais qui n'ont pas la même signification. »

Christian Nadeau

Stores de Qualité FABRIQUE AU QUÉBEC

L'Artisan du Store CLAUDE BOUCHARD

514-231-8677
418-654-8677
819-696-8677
www.storesdequalite.ca

AVANT NOËL ACHAT 500\$ ET PLUS INSTALLATION GRATUITE*
ACHAT 1000\$ ET PLUS INSTALLATION GRATUITE* PLUS NOUS PAVONS LES TAXES* ESTIMATION GRATUITE

| | | | | |
|---|---|--------------------------------------|--|--|
| SUR MESURE OPAQUES, SOLAIRES ou TRANSLUCIDES | TOILES SOLAIRES • DÉCORATIVES • MOTORISÉES | STORES HORIZONTAUX DE VOILAGE | STORES DE BOIS TILLEUL SELECT • TEINTURE ESSUYÉE | PANNEAUX SOLAIRES OPAQUES, SOLAIRES ET TRANSLUCIDES |
|---|---|--------------------------------------|--|--|

Residentielle et commercial

| | |
|----------------|--------------|
| MONTRÉAL | 514-231-8677 |
| LAVAL | 450-627-2716 |
| LONGUEUIL | 450-445-9829 |
| QUÉBEC | 418-654-8677 |
| TROIS-RIVIÈRES | 819-696-8677 |
| REPENTIGNY | 450-585-7577 |
| TREBONNE | 450-437-4666 |
| ST-SAUVEUR | 450-227-7377 |
| BROMONT | 450-534-4377 |

ACTUALITÉS



Laurence Hamelin s'est vu barrer la route par un autobus de la STM alors qu'elle roulait à vélo mercredi soir.

PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Peurs bleues sur le réseau blanc

Le vélo d'hiver gagne des adeptes à Montréal, mais la cohabitation auto-vélo reste difficile

MARCO FORTIER

Laurence Hamelin a eu la frousse de sa vie mercredi soir, vers 20 h. Elle roulait à vélo, sur la chaussée enneigée de la rue Bélanger, quand un autobus de la Société de transport de Montréal (STM) lui a coupé la voie et l'a coincée contre les voitures garées en bordure de la rue pour s'arrêter à l'abribus, à l'angle de l'avenue Papineau.

Au feu rouge, le chauffeur a ouvert sa fenêtre pour dire sa façon de penser à la cycliste de 25 ans. «Tu roules en plein milieu de la rue, pis t'as pas d'affaire là», aurait dit le chauffeur, avant de repartir en trombe lorsque le feu est passé au vert.

Deux jours plus tard, la cycliste était encore ébranlée. «Je me suis sentie agressée. J'ai été squeezée entre l'autobus et les voitures. J'ai eu peur. J'étais bouche bée», dit Laurence Hamelin, une cycliste aguerrie qui se déplace à vélo été comme hiver depuis quatre ans. Elle n'avait jamais vécu un incident aussi traumatisant.

«Ce qui m'a choquée, c'est que cette intimidation venait d'un chauffeur d'autobus. C'est son métier de conduire, il devrait connaître le Code de la sécurité routière», dit-elle.

La STM confirme avoir reçu une plainte au sujet de cet incident. Le chauffeur sera rencontré par ses supérieurs. «Bien évidemment, les chauffeurs sont tenus de respecter le Code de sécurité routière. De façon générale, il leur est demandé de cohabiter avec les cyclistes», indique Amélie Régis, porte-parole de la STM.

«La cohabitation est un thème abordé dans le cadre de la formation continue en conduite préventive que reçoivent les chauffeurs. De plus, elle est un thème récurrent de campagnes de sensibilisation mensuelles destinées aux chauffeurs», ajoute la représentante de la STM dans un courriel transmis au *Devoir*.

Terrain glissant

Laurence Hamelin et ce chauffeur d'autobus ne sont pas les seuls à avoir des sueurs froides dans les rues glacées de Montréal par les temps qui courent. De l'avis général, le nombre de cyclistes d'hiver est à la hausse en ville. La cohabitation entre vélos et véhicules à moteur donne lieu à des échanges de gros mots — et parfois à des collisions — même durant l'été. Le défi de garder son sang-froid augmente d'un cran en hiver.

«Il faut partir du principe que la rue appartient à tout le monde», rappelle Suzanne Laureau, présidente-directrice générale de Vélo-Québec. Les cyclistes ont le droit de rouler dans la rue, en été comme en hiver. Et tout le monde a intérêt à faire preuve de civisme.»

«Avec l'augmentation du nombre de vélos, le manque de pistes déneigées devient problématique»

Zvi Leve, cofondateur de l'Association des piétons et cyclistes d'Outremont

La cohabitation peut être plus mouvementée en début de saison, selon elle. La neige est arrivée tôt. Cyclistes et automobilistes doivent s'habituer à la conduite hivernale. Et dans les rues étroites des quartiers centraux de l'île, les cyclistes n'ont pas le choix de rouler dans les traces des voitures. Ça peut ralentir les automobilistes. Mais il faut s'y faire. Surtout que peu de voies cyclables sont déneigées en hiver.

Appel au déneigement

«Les pistes cyclables sont encore plus nécessaires en hiver. Avec l'augmentation du nombre de vélos, le manque de pistes déneigées devient problématique», dit Zvi Leve, cofondateur de l'Association des piétons et cyclistes d'Outremont.

Le petit groupe est allé manifester à l'assemblée du conseil d'arrondissement, lundi dernier, pour obtenir le déneigement de la piste très fréquentée du chemin de la Côte-Sainte-Catherine. La mairesse Marie Cinq-Mars n'a pas répondu à la demande d'entrevue du *Devoir* vendredi, mais Zvi Leve indique que l'arrondissement n'a pu s'engager à déneiger la piste.

En principe, à peine 42 des 600 kilomètres de voies cyclables sont déneigés en hiver sur l'île. Surtout au centre-ville, dans le Plateau-Mont-Royal et dans Rosemont. Une moyenne de 600 vélos roulent chaque heure sur la piste du boulevard de Maisonneuve, au centre-ville.

Faute de pistes entretenues, ça joue dur entre voitures et vélos. Zvi Leve a été témoin d'un accrochage entre un cycliste et un chauffeur de taxi, jeudi vers 17h30, rue Villeneuve à Outremont. «La voiture de taxi est montée sur le trottoir pour bloquer la voie au vélo!» raconte-t-il. Pour une raison qui reste à préciser, le cycliste avait arraché un miroir de la voiture. Le ton a monté. La police est intervenue. «Ça aurait pu mal virer. Il aurait pu y avoir des blessés: je marchais sur le trottoir avec mon fils quand la voiture est arrivée sur le trottoir.»

Le Devoir



En principe, à peine 42 des 600 kilomètres de voies cyclables sont déneigés en hiver sur l'île. Faute de pistes entretenues, ça joue dur entre voitures et vélos.

«Je me suis sentie agressée. J'ai été squeezée entre l'autobus et les voitures. J'ai eu peur. J'étais bouche bée. [...] Ce qui m'a choquée, c'est que cette intimidation venait d'un chauffeur d'autobus.»

Laurence Hamelin, cycliste



MATIÈRE À PASSION

MATIÈRE À PASSION



SALON DES
MÉTIER D'ART
DE MONTRÉAL

FAITES LE PLEIN D'INSPIRATION

DU 6 AU 22 DÉCEMBRE À LA PLACE BONAVENTURE

metiersdart.ca

ACTUALITÉS

LAÏCITÉ

Pauline Marois et Jean-Marc Ayrault sont sur la même longueur d'onde

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

Pauline Marois a trouvé vendredi un allié de choix sur la laïcité en la personne du premier ministre français Jean-Marc Ayrault. Alors que les deux premiers ministres sortaient d'un déjeuner à Matignon, Jean-Marc Ayrault y est allé d'une profession de foi en faveur de la laïcité et de l'interdiction des signes religieux, notamment à l'école.

« Les propos de Jean-Marc Ayrault sont de la musique à mes oreilles, a déclaré la première ministre. Vous connaissez très bien notre point de vue. Ce sont les mêmes mots que j'ai utilisés à l'Assemblée nationale du Québec entre autres où j'ai parlé justement du vouloir vivre ensemble [...]. Nous pensons qu'il faut que les règles soient claires et c'est essentiellement ce que nous faisons avec notre charte des valeurs affirmant la laïcité du Québec et de ses institutions. »

Sans se prononcer sur les politiques de chacun, les deux premiers ministres avouent partager « une inspiration commune » en matière de laïcité, ainsi que l'affirmait Pauline Marois sous le regard approbateur de Jean-Marc Ayrault. « La France suit son chemin et nous suivons le nôtre, dit-elle, ce qui ne nous empêche pas d'échanger et de partager des points de vue et des connaissances à cet égard. »

Hasard de la politique, ce matin-là, le premier ministre français réagissait de façon véhémente à la publication du rapport d'un groupe de travail proposant le rétablissement, pour les élèves, de l'autorisation du port du voile islamique à l'école interdit en 2004 par une large majorité de l'Assemblée nationale. Les experts suggèrent ni plus ni moins que de mettre au rancart l'« intégration » les immigrants au profit de la valorisation des cultures d'origine. Accusé par le leader de l'opposition (UMP), Jean-François Copé, de sacrifier le modèle d'intégration républicaine, Jean-Marc Ayrault a saisi au bond la question d'un journaliste québécois.

« On va jusqu'à dire que nous voudrions réintroduire les signes religieux à l'école [...]. Mais de quoi parle-t-on ? Mais, est-ce qu'on a dit ça une fois ? Est-ce qu'on a cette intention ? Évidemment pas ! Moi-même j'ai voté la loi pour l'interdic-



Le premier ministre français Jean-Marc Ayrault a vanté la laïcité et l'interdiction des signes religieux.

« Les Québécois sont suffisamment responsables pour décider par eux-mêmes »

Jean-Marc Ayrault, premier ministre de la France

tion des signes religieux à l'école. Donc, nous gardons le même cap et nous voulons surtout remettre en marche le modèle d'intégration républicain qui est aujourd'hui en panne. »

Jean-Marc Ayrault et Pauline Marois ont discuté en privé de la charte de la laïcité. « C'est vrai qu'entre le Québec et la France il y a tellement de choses en commun que nous apprenons les uns des autres », a déclaré le premier ministre français qui se garde de tout « jugement sur ce que fait le Québec ». « Les Québécois sont suffisamment responsables pour décider par eux-mêmes », dit-il.

Violentement critiqué à gauche comme à droite, notamment par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, le rapport qui a provoqué la colère du premier ministre a toutes les chances de se retrouver sur une tablette. Les controverses qui agitent les élus français ces jours-ci ne concernent pas la suppression de l'interdiction des signes religieux à l'école, une mesure soutenue de l'extrême droite à l'extrême gauche, mais au contraire son

élargissement aux garderies privées subventionnées.

La première ministre a aussi discuté de fiscalité avec Jean-Marc Ayrault, qui a récemment proposé une vaste réforme de la fiscalité française. Le premier ministre s'est dit séduit par « la simplicité du système fiscal québécois, et canadien, dont il faudra, j'espère, s'inspirer », dit-il.

Électrification des transports

En présence du ministre de l'Économie Pierre Moscovici, la première ministre a aussi annoncé la création d'un groupe franco-québécois sur l'électrification des transports. Le groupe, où siègeront le président du conseil d'administration d'Hydro-Québec, Pierre Karl Pélaudeau, et des représentants des milieux de la recherche et de l'industrie, vise à favoriser les projets concrets de collaboration entre la France et le Québec.

Déjà, le groupe français Bolloré produit des batteries

au Québec et l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) collabore avec l'Université Paris VI et le CNRS. Le Québec et la France projettent aussi de couvrir leur territoire respectif de milliers de bornes de recharge électriques. « Nous nous positionnons comme des leaders sur nos continents respectifs », a déclaré Pierre Moscovici avant d'ajouter qu'il trouvait « regrettable » qu'il n'y ait toujours pas de voitures françaises fabriquées au Québec. « Cela ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd », a répondu la première ministre.

En fin de journée, Pauline Marois a rencontré le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Abdou Diouf pour parler du prochain sommet de l'OIF, à Dakar, du Mali et de la République centrafricaine. On peut penser qu'il a aussi été question de sa succession puisque l'ancien président sénégalais quittera ses fonctions l'automne prochain. Pauline Marois rencontrera ce samedi le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et prononcera dimanche une allocution à la World Policy Conference à Monaco. Elle sera lundi à Bruxelles pour discuter de l'accord de libre-échange Canada-Union européenne

Le Devoir

RÉGIMES DE RETRAITES

Pressée par les maires, Maltais envisage de déposer un projet de loi dès la rentrée

JEANNE CORRIVEAU

Le front commun des maires a incité Québec à accélérer le processus de restructuration des régimes de retraite. À l'occasion d'une rencontre de la Table Québec-municipalités vendredi, la ministre du Travail, Agnès Maltais, a promis qu'elle tenterait de déposer un projet de loi dès la rentrée parlementaire en février.

« On va proposer au gouvernement une législation plus rapide. On essaie pour la rentrée parlementaire », a indiqué la ministre au terme de la réunion.

De leur côté, les maires ont exprimé leur satisfaction d'avoir pu enregistrer des progrès dans ce dossier. Ainsi, des rencontres de travail auront lieu en janvier et ils espèrent qu'en février, le gouvernement sera en mesure de déposer son projet de loi.

« On a dit : "Les forums de quatre mois, oubliez ça" », a relaté le maire de Montréal, Denis Coderre, qui croit que deux ou trois jours de rencontres entre les villes et les représentants syndicaux en janvier suffiront.

À ce sujet, les parties ont clarifié la notion de « forum » évoquée jeudi par la ministre lors du dévoilement de son plan d'action. « Le mot "forum" a fait peur aux maires parce qu'ils croyaient que ce serait un grand événement public », a expliqué la ministre.

S'ils ont fait des gains, les maires n'ont pas obtenu de la ministre la promesse de pouvoirs accrus pour décréter eux-mêmes les conditions des régimes de retraite si les négociations avec les syndicats échouent. Malgré ce refus, les maires n'en démordent pas. « Ce devrait être aux élus muni-

cipaux, qui ont l'imputabilité, de trouver les conditions requises pour pérenniser nos régimes », estime le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Eric Forest.

Le maire de Québec, Régis Labeaume, s'est toutefois réjoui que les policiers et les pompiers soient inclus dans le processus de refonte des régimes de retraite. « C'est majeur parce que les plus grands coûts en termes de régimes de retraite et de rémunération, ce sont les policiers et les pompiers », a-t-il dit.

Rappelons que jeudi, la ministre Maltais a présenté le plan d'action du gouvernement visant à sauver les régimes de retraite à presta-

tions déterminées des secteurs privé et public. Aussitôt dévoilé, ce plan a été vivement critiqué par les maires qui jugeaient les délais trop longs — deux ans — et reprochaient au gouvernement sa décision de confier à un tiers, soit la Commission des relations de travail, le soin de trancher en cas d'échec des négociations.

Par ailleurs, Québec et les maires reprendront en janvier leurs pourparlers au sujet du pacte fiscal afin de discuter d'une diversification des sources de revenus des villes.

L'UMQ a confirmé le retour de la Ville de Québec dans ses rangs. Le maire Labeaume a vanté la solidarité dont ont fait preuve les maires dans plusieurs dossiers. Québec avait quitté l'UMQ en 2010 alors que l'organisation était présidée par l'ex-maire de Saint-Jérôme, Marc Gascon, qui faisait alors l'objet d'allégations de conflit d'intérêts.

Le Devoir

MONTRÉAL

Un inspecteur général en février

Québec s'est engagé à procéder à des modifications législatives dès la reprise des travaux de l'Assemblée nationale, en février, afin de permettre la création du poste d'inspecteur général de Montréal souhaitée par le maire Denis Coderre. « Le gouvernement du Québec appuie sans réserve la création d'un poste d'inspecteur général », a indiqué vendredi le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, en précisant que plusieurs ministères, dont celui de la Justice, étaient impliqués. En campagne électorale, le maire Coderre avait promis de doter Montréal d'un inspecteur général dans les 100 premiers jours de son mandat.

Le Devoir

Chèque à Rizzuto : l'ARC ne constate pas de fraude

Une enquête de l'Agence du revenu du Canada (ARC) sur le chèque de remboursement d'impôt de 380 000 \$ émis en 2007 à l'ancien parrain de la mafia Nicolo Rizzuto conclut qu'aucune fraude ou aucun acte de corruption n'ont été commis. Dans un rapport publié vendredi, l'ARC soutient que les procédés qui régissent l'émission des paiements de remboursement sont conçus de manière à ce qu'une seule personne ne puisse prendre en charge toutes les étapes.

La Presse canadienne

Nature sauvage Au cœur du Québec et de l'Amérique

À lire et à voir dans cette édition

EN VENTE MAINTENANT

Nature sauvage LES LAURÉATS 2013 DU CONCOURS DE PHOTOS

À la chasse aux aurores boréales

• L'écureuil roux, sentinelle de la forêt
• Le porc-épic d'Amérique, lourdaud au pelage épineux

ESPACES SAUVAGES
• Le grand bal des aurores boréales

À VOL D'OISEAU
• Amherst Island, l'île aux hiboux

QUÉBEC COULEUR NATURE
• Un concours unique, des photos exceptionnelles

ABONNEZ-VOUS !
naturesauvage.ca 514 521-8356 ou 1 800 567-8356, poste 504

Congédié ?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie Downs
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514 • 861 • 0630
VIEUX-MONTRÉAL

L'ÉGLISE UNION UNIE DE MONTRÉAL
Présente
« Un service commémoratif et de célébration de la vie de Nelson Rolihlahla Dalibhunga Madiba Mandela »
À fin de rendre hommage à Nelson Mandela, dont les obsèques seront célébrées le 15 décembre 2013 à Qunu, en Afrique du Sud, les Montréalais sont invités à ce service commémoratif. Il convient que l'Église Union Unie Montréal présente ce service en souvenir de la visite que Nelson Mandela a faite à l'Église en 1990 lors de son passage à Montréal. L'invitation a été lancée aux élus municipaux, provinciaux ainsi qu'aux élus fédéraux. Plusieurs d'entre eux seront présents.
Dimanche, le 15 décembre 2013
Lieu: l'Église Unie St-James, 463, rue Ste-Catherine O.
À 19h00 : Rassemblement/Début de la programmation
18h45 : Percussion et danse africaine
18h30 : Visionnement du Diaporama de la visite de Nelson Mandela à Montréal en 1990.
Information:
Révérend Emmanuel Ofori (514) 779-0602
Bureau: (514) 932-8731 poste #1
Erène Anthony : ereneanthony1@sympatico.ca
THE UNITED CHURCH OF CANADA
L'ÉGLISE UNIE DU CANADA

ACTUALITÉS

PREMIÈRES CLASSES

L'idée qu'on se fait de l'école correspond-elle à la réalité? C'est à cette question que *Le Devoir* s'arrête en s'intéressant à l'évolution de quatre nouveaux venus dans l'univers scolaire. Une enseignante qui n'a jamais enseigné, une directrice fraîchement débarquée, des parents qui découvriront l'école avec un premier enfant à la maternelle et un jeune immigrant qui fait son entrée au secondaire. Nous les avons suivis et les suivrons toute l'année. On vous redonne de leurs nouvelles à l'aube des vacances de Noël.

MINA

Le parcours exigeant d'un futur pilote d'avion

LISA-MARIE GERVAIS

La cloche de l'école vient de sonner la fin de la journée et les élèves de Georges-Vanier sortent en trombe, comme fuyant un incendie. Comme si l'école était une torture. Mina Shenouda n'est pas non plus particulièrement ravi à l'idée de s'attarder à l'école après les cours. Il nous attend dans les bureaux de l'administration, l'air un peu las. «*Vous voulez vraiment visiter l'école?*»

Avec sa dégainée d'ado de 13 ans, se traînant un peu les pieds, le jeune égyptien d'origine nous amène d'abord dans l'agora où s'alignent les casiers près des tables de Mississippi et de baby-foot. Entre les quatre murs de béton, on croise des surveillants aux allures de gardes du corps et quelques rares étudiants en polo bleu qui sont en retard à la récupération ou à la retenue.

«*Vous voulez aussi voir la bibliothèque?*» Au deuxième étage, chemin faisant, on passe devant la classe de «*récup*». «*La récup, si quelqu'un ne fait pas son devoir c'est obligatoire, mais si un élève a de la difficulté et ne comprend pas bien, il peut y aller*», explique Mina. Lui, il va à toutes les séances de récupérations. Histoire, sciences, maths, français... Il est satisfait de son premier bulletin, mais voudrait hausser sa moyenne à 90% pour pouvoir être dans une classe «*impact*» l'an prochain, une sorte de programme enrichi. «*Par exemple eux, la géométrie, ils ont déjà fini ça, mais pas nous. Ils apprennent plus et très vite.*» Surtout que son rêve est de devenir pilote d'avion. «*Je vais devoir faire de la chimie et de la physique*», appréhende-t-il. Mais pour l'instant, ça va. Il semble avoir la bosse des maths.



Mina assiste à toutes les séances de récupération afin d'augmenter sa moyenne. Il souhaite atterrir dans une classe «*impact*» l'an prochain.

Plus loin, dans la cafétéria, des dizaines d'élèves sont assis en rangée dans le silence le plus complet, comme en train de faire un examen. «*Ce sont les élèves en retenue*», précise mon guide. A la vieille mode, ils copient à la chaîne le règlement de l'école auquel ils ont failli. Mina ne le dira pas tout de suite, mais il s'est lui-même retrouvé deux fois dans le groupe des réprimandés. Plus tard, chez lui, sa petite sœur de 10 ans, Merna, finira par le trahir par inadvertance. Deux retenues, qu'il a eues. Pour avoir dérangé le professeur? «*Non, parce que j'ai frappé un*

gars.» Après moult questions, les circonstances de l'altercation demeureront tout de même nébuleuses. On ne sait pas trop qui, lui ou son adversaire, a commencé le premier. Au final, les deux ont écopé de la sentence.

Pakistanaï, Algériens, Tunisiens, l'école de Mina est un peu le siège des Nations unies, comme beaucoup d'établissements sur l'île de Montréal. Le jeune copte reconnaît que sa communauté à lui, installée autour de l'église orthodoxe St. Mark, grandit sans cesse. «*Avant, il y a longtemps, il n'y avait pas de problème. Mais*

maintenant, en Égypte, les musulmans nous font des misères. Alors on a déménagé ici.» Y a-t-il des tensions interethniques à l'école? Oui, reconnaît Mina, dans le froid mordant, sur le chemin du retour. Ne serait-ce que parce qu'il ne partage pas les mêmes croyances que les musulmans. «*Parfois, ils disent que notre église est une épicerie.*» Ce qui veut dire? Il ne le sait pas trop. Mais à voir son air sérieux, pas de doute que c'est une grosse insulte.

Un Noël le 7 janvier

Dans la demeure des Shenouda, située dans un demi-sous-sol de Villeray, la culture égyptienne rayonne comme le soleil en plein désert: une bande de tapisserie de hiéroglyphes décore le haut des murs et les haut-parleurs diffusent en arabe ce qui semble être une émission d'information. Devant un Nescafé fumant, le papa de Mina explique que Noël se célèbre le 7 janvier chez les Coptes, et non le 24 décembre comme chez les chrétiens catholiques. Et dans le mois qui précède, ils observent le jeûne. Pas de viande ni de sucreries, que des légumes et du poisson à l'occasion.

Tout de même, Mina et sa sœur iront dans un camp à l'église les 24, 25 et 26 décembre. «*On va à l'église et on dort là. Dans le jour, on fait des activités et le troisième jour, ils nous donnent des cadeaux et font semblant que c'est le père Noël qui les a apportés*», raconte Merna, qui ne semble, a priori, pas dupe de la magie du temps des Fêtes. Le père Noël n'existe donc pas? «*Oui, il existe, se reprend-elle. Mais c'est seulement que ce n'est pas lui qui apporte les cadeaux, il les fait apporter par d'autres.*»

Le jeune Mina, qui est né dans la douce chaleur du Caire, promet d'aller patiner cet hiver malgré le froid. Il ne regardera pas le film *La guerre des tuques* parce qu'il l'a déjà vu plus d'une fois. Voilà un bien drôle de syncrétisme de traditions dans lequel se tisse depuis deux ans la nouvelle vie de Mina.

Le Devoir



Jessica, fière de ses lutins

Jessica Therrien n'a pas vu débouler l'automne. Alors que les vacances de Noël se pointent déjà, elle s'émerveille du progrès de ses élèves de première année de l'école Chanoine-Joseph-Théorêt. «*Ils sont très avancés. Ils lisent plusieurs sons et des phrases complètes faites de mots avec ces syllabes-là*», se réjouit la jeune prof de 24 ans qui en est à sa première année d'enseignement. «*Ce sont des petits lutins.*» Elle souligne leur grande autonomie dans la routine, qu'elle a pris grand soin de peaufiner tout au long de l'automne. «*Ils sont très autonomes. En début d'année, j'ai sacrifié un peu les apprentissages pour mettre en place une routine et là, je n'ai plus besoin de travailler ça avec eux*», explique-t-elle. «*Je leur dis qu'ils font des choses de grands de deuxième année et ils sont tellement fiers.*» Et le premier bulletin? Jessica, qui avait certaines craintes, se dit très satisfaite des rencontres qu'elle a eues à cette occasion avec les parents. Mais il faut parfois mettre des gants blancs pour parler ouvertement des problèmes d'un enfant sans que ses parents le prennent mal. «*Il faut toujours appuyer ce qu'on avance par des faits, note-t-elle. Le parent ne se sent pas attaqué et il est plus réceptif.*»

D Parcourir La section Premières classes pour retracer le parcours de nos quatre sujets à ledevoir.com/motcle/serie-premieres-classes

L'HEURE DE POINTE, CE N'EST PAS SEULEMENT SUR LA ROUTE

CET HIVER, CONSOMMEZ JUDICIEUSEMENT

Durant la période hivernale, Hydro-Québec vous rappelle qu'il est important de consommer judicieusement l'électricité, particulièrement entre 6 h et 9 h et entre 16 h et 20 h. Un petit geste qui fait une grande différence pour tous.

Pour en savoir plus, visitez hydroquebec.com.



Marie-Claude: les deux pieds dans le jardin

L'automne a été l'occasion pour Marie-Claude Alard, nouvelle directrice à l'école Chanoine-Joseph-Théorêt, de s'ancrer encore davantage dans sa communauté. Fidèle à son approche très «*terrain*», elle a tenté d'être la plus présente possible dans chacune des étapes importantes de son établissement, des rencontres de parents pour le bulletin jusqu'à l'élaboration des plans d'intervention pour mieux soutenir les élèves en difficulté. Pour sa petite école de 228 élèves, elle a 60 plans d'intervention, contre 5 pour l'école de 575 élèves dans laquelle elle travaillait comme directrice adjointe l'an dernier. «*Je m'y attendais, parce qu'on a une classe langage, qui a besoin de plus de ressources.*» Lors d'une fin de semaine froide du mois d'octobre, Marie-Claude a même participé à une corvée pour le jardin en collaboration avec l'organisme de participation des parents (OPP) de l'école, afin de relancer le projet qui tardait à se concrétiser. «*On a pensé faire des petits lots cultivables pour les familles. J'ai des parents qui veulent s'impliquer et ils sont venus me dire qu'ils étaient impressionnés que ça bouge et de sentir l'appui de l'école, raconte la directrice. Moi je suis quelqu'un de terrain et je le sens, c'est payant.*»

ESPAGNE



Juan Gil Monastrell Jumilla 2011
Code SAQ : 10758325
Prix : 22,05\$
Guide Phaneuf ★★★
Lapeyrie Coup de Cœur



Honoro Vera 2011
Code SAQ : 11462382
Prix : 16,35\$
Guide Phaneuf ★★★
Lapeyrie « Top Vin »



Shaya Verdejo 2011
Code SAQ : 11377014
Prix : 19,75\$



Muga reserva Rioja 2009
Code SAQ : 855007
Prix : 22,65\$

ITALIE



Casanova di Neri
Rosso-di-Montalcino 2011
Code SAQ : 10335226
Prix : 25,55\$
Guide Phaneuf ★★★



La Massa 2011
Code SAQ : 10517759
Prix : 27,10\$
Guide Phaneuf ★★★
Lapeyrie Coup de coeur



Podere Sapaio Volpola Bolgheri 2010
Code SAQ : 11002941
Prix : 28,55\$
Guide Phaneuf ★★★
Lapeyrie Coup de Cœur



Caburnio Maremma Toscana i.g.t.
2009
Code SAQ : 11305580
Prix : 20,35\$
Guide Phaneuf ★★★

À
votre
santé!

FRANCE



Château Garraud 2009
Code SAQ : 978072
Prix : 28,95\$
Guide Phaneuf ★★★



Champagne Pol Roger Brut
Code SAQ : 51953
Prix : 64,00\$
Guide Phaneuf ☆☆☆☆
Guide Aubry Top 10
Champagne et ☆☆☆☆



Domaine Louis Moreau
Chablis Premier Cru Vauignot 2011
Code SAQ : 480285
Prix : 27,35\$
Guide Phaneuf ☆☆☆☆
et « Grappe d'Or »



Domaine Henry Pellé
Morogues 2012
Code SAQ : 852434
Prix : 22,50\$
Guide Phaneuf ☆☆☆☆

PORTUGAL



Cortes de Cima Chaminé
rouge 2012
Code SAQ : 10403410
Prix : 15,35\$
Guide Phaneuf ★★★
Lapeyrie coup de Cœur



Alves de Sousa Caldas Douro 2011
Code SAQ : 10865227
Prix : 14,75\$
Guide Phaneuf ★★★
Guide Aubry « Liste des 100
Meilleurs vins à moins de 25\$ »



Cortes de Cima Chaminé blanc 2012
Code SAQ : 11156238
Prix : 14,75\$
Guide Phaneuf ☆☆☆☆
Lapeyrie Coup de Cœur



Anselmo Mendes Muros Antigos
Alvarinho 2012
Code SAQ : 11612555
Prix : 20,05\$
Guide Phaneuf ☆☆☆☆
et « Grappe d'Or »



balthazard
vinsbalthazard.com

Vins disponibles à la SAQ

18+

La modération
a bien meilleur goût.
Educalcool



VinsBalthazard

ACTUALITÉS

CORRIVEAU

SUITE DE LA PAGE 1

ont fait un travail remarquable», s'est borné à dire Éric Gasse, porte-parole de la GRC.

D'autres accusations pourraient être portées contre de possibles complices de M. Corriveau, a-t-il ajouté.

Qui est Jacques Corriveau?

Jacques Corriveau est un personnage central du scandale des commandites, un programme dans lequel ont été engloutis 332 millions de dollars (378 millions en dollars constants).

Les publicitaires associés à l'initiative ont pigé à deux mains dans le plat de bonbons, retournant au passage des ristrournes au PLCQ afin de financer illégalement les campagnes de 1997 et de 2000.

Dans son rapport final, le juge Gomery a attribué à Jacques Corriveau la paternité du système de ristrournes. Le patron de Groupaction, Jean Brault, et deux ex-directeurs généraux du PLCQ, Michel Béliveau et Daniel Dezainde, ont confirmé son statut d'argentier occulte de la formation lors des travaux de la commission.

Ami intime de l'ex-premier ministre Chrétien, le fondateur de PluriDesign (une firme de graphisme) exerçait une grande influence au PLCQ. L'ex-ministre des Travaux publics David Dingwall a déjà dit à la blague que si on retrouvait un jour un homme au lit entre Jean Chrétien et son épouse, ce serait Jacques Corriveau!

Dès 1996, M. Corriveau a été informé de l'existence du programme secret des commandites, alors que les ministres libéraux ont été tenus dans l'ignorance jusqu'en 2001. M. Corriveau se rendait régulièrement au bureau du responsable du programme, Charles Guité, pour lui soutirer des commandites au profit de ses amis de la publicité.

En lien avec le rapport Gomery

C'est précisément pour ses gestes décrits à la commission Gomery que M. Corriveau se retrouve aujourd'hui au banc des accusés.

«M. Corriveau aurait mis en place un système de ristrournes dans l'attribution des contrats reliés au programme de commandites», a confirmé M. Gasse, le porte-parole de la GRC. «Notre enquête démontre que M. Corriveau, par son entreprise, PluriDesign, aurait fraudé le gouvernement en fabriquant de faux documents», a-t-il ajouté.

Concrètement, le militant libéral aurait joué de son influence et de son amitié avec Jean Chrétien pour que deux firmes de communication, Groupaction et Polygone/Expour, obtiennent des commandites fédérales. Il aurait obtenu des commissions secrètes en retour.

Il aurait notamment touché une commission de 17,5% sur des contrats de commandites de 37 millions accordés à Polygone/Expour, ce qui représente une somme de 6,5 millions. Il aurait aussi touché une commission de près d'un demi-million afin que Groupaction puisse obtenir le contrat de gestion des commandites accordées à Polygone/Expour.

L'argent aurait transité par PluriDesign. Une partie des sommes est restée dans les poches de M. Corriveau, et une partie a été déposée dans la caisse occulte du PLCQ.

M. Corriveau aurait justifié les paiements à PluriDesign par des factures pour des services inexistantes, voire farfelus. Il se targuait entre autres de travail de consultant pour des salons de plein air aux stades olympiques de Sherbrooke, Rimouski, Chicoutimi et Trois-Rivières.

Sachant qu'il allait le blâmer dans son rapport final, le juge Gomery avait donné à M. Corriveau une deuxième chance de s'expliquer. Le flamboyant designer avait qualifié de «rocamboliques et inimaginables» les accusations lancées contre lui. Il avait admis tout au plus avoir payé le salaire de trois permanents du PLCQ, pour environ 100000\$, et avoir exercé des activités de lobbyisme non déclarées.

M. Corriveau a été banni à vie du Parti libéral par l'ex-premier ministre Paul Martin, l'instigateur de la commission qui a jeté la honte sur les libéraux.

À Ottawa, le ministre de l'Infrastructure et des Affaires intergouvernementales, Denis Lebel, a profité de l'occasion pour tirer dans les flancs des libéraux. «Cela sert de rappel aux Québécois du rôle joué par le Parti libéral actuellement dirigé par Justin Trudeau dans le scandale des commandites. D'ailleurs, les libéraux doivent toujours 40 millions de dollars aux contribuables canadiens. Quand est-ce qu'ils vont les rembourser?», a-t-il commenté.

«Mieux vaut tard que jamais», a dit pour sa part le porte-parole du NPD en matière d'éthique, Alexandre Boulerice. «Les hommes et les femmes politiques devraient être là pour le bien commun, le service à la population, non pas pour magouiller comme M. Corriveau semble avoir fait», a-t-il dit à RDI.

Le Devoir

Précision

Contrairement à ce que laissait entendre le texte intitulé «Partis politiques : les nouvelles règles de financement font mal au PLQ» publié le vendredi 13 décembre, le Parti libéral du Québec affirme n'avoir rien à se reprocher sur le plan du financement populaire. Si des actes répréhensibles ont été commis, ils sont l'œuvre d'individus isolés, insiste le parti.

MACHIAVEL

SUITE DE LA PAGE 1

rivés sur un écran où ils suivent en direct l'opération qui mènera à la mort d'Oussama ben Laden. Un cliché historique, certes, mais qui se lit aussi comme un parfait «moment machiavélique».

Voilà du moins l'interprétation qu'en a faite l'ancien chef du Parti libéral du Canada Michael Ignatieff dans un article publié en novembre dans le magazine américain *The Atlantic*.

Moment machiavélique, disait-il, parce qu'on y voit un leader politique attendre le dénouement d'une décision risquée imposée par l'exercice du pouvoir. C'est l'application de quelques principes du *Prince*. Obama sait que, si la mission échoue, sa présidence sera fortement ébranlée. Mais si elle réussit, plus personne ne critiquera sa volonté et sa capacité de tout risquer.

Mais il y a plus, ajoute Michael Ignatieff. Ce moment est aussi «machiavélique» parce qu'il illustre concrètement un cas où le bien commun justifiait une action politique que l'éthique personnelle et les valeurs religieuses jugeraient peut-être comme étant injuste et immorale. Or, c'est bien Machiavel qui a le premier établi qu'il y avait un fossé entre la conscience privée et l'action publique, rappelle l'ex-politicien, redevenu professeur et auteur.

Ce dernier pense ainsi que Machiavel aurait été d'accord avec les Soprano (les héros de la série télévisée) : parfois, «il faut faire ce qu'il faut faire». Se salir les mains, en somme.

En 2003, le gouvernement Bush a lui aussi fourni un «moment machiavélique» mémorable avec la guerre en Irak, indique André Duhamel, professeur de philosophie à l'Université de Sherbrooke. «La fausse présentation à l'ONU sur les armes de destruction massive et toutes les justifications qu'on a faites, c'était une manipulation consciente pour déclencher une guerre. On a ici le côté sournois et manipulateur qu'on associe au machiavélisme.»

Quel Prince?

Si l'importance de l'ouvrage de Machiavel fait consensus, le sens de l'œuvre demeure sujet à interprétation. L'usage populaire du terme «machiavélisme» fait référence à «l'art de gouverner efficacement sans préoccupation morale quant



Barack Obama et son équipe de sécurité observent en direct l'opération qui mènera à la mise à mort d'Oussama ben Laden.

aux moyens» et désigne une personne rusée, perfide ou astucieuse. Mais l'œuvre est en elle-même rusée : plus profonde qu'elle en a l'air.

Selon le philosophe Jérémie Duhamel, chercheur au Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal qui a consacré une partie de sa thèse de doctorat à Machiavel, trois niveaux de lecture peuvent être dégagés.

Certains voient d'abord dans *Le Prince* un «manuel pour les tyrans», expliquait M. Duhamel par courriel cette semaine. Des «hommes politiques pour le moins autoritaires se sont réclamés de ce Machiavel machiavélique: Mussolini a préfacé *Le Prince* et Berlusconi était fier de dire qu'il trônait sur sa table de chevet. C'est aussi la lecture proposée par Denys Arcand dans *Le confort et l'indifférence*», documentaire portant sur le référendum de 1980.

D'autres voient dans *Le Prince* un «ouvrage satirique qui [veut montrer] les limites de la monarchie et son devenir nécessairement tyrannique», poursuit Jérémie Duhamel.

Finalement, une dernière lecture — à laquelle adhère davantage le chercheur — fait valoir que «*Le Prince prodigue des leçons pour les*

moments de crise, d'exception». Comme celui il lustré sur la photo *The Situation Room*.

Du Prince partout

Le Prince est donc à géométrie variable. Et c'est peut-être pourquoi tout un chacun le voit partout dans le monde politique actuel. Normal, dit le sociologue Pierre Beaudet, de l'Université d'Ottawa: «*Machiavel est l'inventeur de la politique moderne.*»

Pour M. Beaudet, *Le Prince* définissait deux choses: la «politique comme un art qu'on réfléchit, qu'on calcule, qu'on organise», et la «politique comme stratégie, avec un aspect militaire, planificateur, gestionnaire, et aussi avec des rapports de force».

À ce titre, il situe les conservateurs de Stephen Harper comme étant bien machiavéliques. Ce sont d'excellents stratèges, adeptes de la politique de la division (*wedge politics*), qui ont «un discours pour chaque clientèle, selon M. Beaudet. Ils vont mettre en avant le conservatisme fiscal à un endroit, puis le conservatisme moral ailleurs. Tout ça est bien organisé, structuré. Ce n'est pas une conspiration: c'est une stratégie, réfléchi, calculée, très sérieuse.»

Pierre Beaudet parle d'une «guerre de positions» où l'on «grignote l'adversaire de l'intérieur», peu à peu, habilement. Et où l'on parvient ainsi à se maintenir au pouvoir — puisque c'est bien là en partie le but des leçons du *Prince*.

Autre incarnation politique de Machiavel ou de son *Prince*? Pierre Elliott Trudeau, assurément, répondent Pierre Beaudet et André Duhamel. Au début des années 80, le journaliste Richard Gwyn avait d'ailleurs consacré une biographie à Trudeau nommée *Le Prince*. Le politologue Guy Laforest présente quant à lui plusieurs liens entre le livre de Machiavel et le retour au pouvoir de Trudeau en 1980.

Pour André Duhamel, le fameux «*Just watch me*» de Trudeau (prononcé durant la Crise d'octobre) était bien machiavélique. «*En une phrase, il ne dit pas ce qu'il va faire, mais il dit qu'il va faire quelque chose. Il pavane un peu, il est sûr de sa stature et de sa posture. Il y a un petit côté arrogant.*»

Cela dit, inutile de tenter d'établir une liste des politiciens se réclamant de Machiavel: tous y seraient probablement. Michael Ignatieff l'écrivait déjà en 2008, dans le *Globe and Mail*: «*N'importe qui ayant fait de la politique et qui relit Le Prince va grimacer et sourire un peu parce qu'il se reconnaît. Machiavel est notre contemporain.*»

Pour le meilleur. Et parfois le pire.

Le Devoir

Michel Pastoureau
VERT
HISTOIRE D'UNE COULEUR

«Après le bleu et le noir, Michel Pastoureau livre une fascinante histoire de la couleur verte.»
Télérama

240 pages · 59,95 \$

Seuil

DOLAN

SUITE DE LA PAGE 1

chael Aleen (Xavier Dolan), l'un de ses patients, est le dernier à l'avoir vu. Et il clame savoir où se trouve le bon docteur. Entre en scène un confrère à la retraite (Guy Nadon), chargé d'enquêter. Et les langues des patients et du personnel de se délier, mais qui dit vrai?

Michael, en particulier, s'avère difficile à cerner, avec un témoignage qui déroute plus qu'il n'éclaire. Fils d'une cantatrice ayant séjourné en Afrique, il évoque des éléphants, parle d'opéras... mais aussi de meurtre et, surtout, de conspiration. En apparence inoffensif, Michael tisse sa toile. Ce dont a conscience garde Peterson (Catherine Keener; *Capote*), l'infirmière assignée à son cas, mais personne ne semble disposé à l'écouter.

Créée au Festival de Stratford en 2004, la pièce fut montée au Théâtre d'aujourd'hui en 2005. À l'époque, Xavier Dolan l'avait lue et appréciée. «*Michael est un manipulateur et un menteur redoutable, un peu maniéré, condescendant. [...] Pour un acteur, c'est du bonbon de jouer ça*», commente-t-il. Aussi, en apprenant que Richard Goudreau (producteur et idéateur de la saga *Les Boys*) comptait tirer un film de la pièce, Xavier Dolan manifesta aussitôt son intérêt.

«*C'était après J'ai tué ma mère*, se souvient Richard Goudreau. *On est allé manger ensemble et il m'a dit: "C'est moi Michael, cherche pas plus loin". Il avait raison.*»

Horizons psychologiques

Restait à trouver un réalisateur pour cette production se déroulant au début des années



SÉBASTIEN RAYMOND

«Je me considère davantage un acteur qu'un réalisateur», affirme Xavier Dolan.

1960. «*Charles Binamé est l'un des meilleurs directeurs d'acteurs du Québec, mais aussi du Canada*, souligne Richard Goudreau. *Il est en plus un peintre très doué. Il possède un sens de l'image formidable.*»

De son côté, le cinéaste précise avoir été conquis par la qualité du scénario de Nicolas Billon, qui a selon lui réussi à décloisonner ce qui était à l'origine un huis clos. «*Des personnages ont été ajoutés, et d'autres déjà existants ont été bonifiés. L'infirmière Peterson, par exemple, ne faisait qu'ouvrir et fermer une porte dans la pièce. Elle tient désormais un rôle majeur, et on lui a imparti une histoire personnelle.*»

L'ouverture du récit ne fut donc pas que physique, elle fut également psychologique. «*C'est un film axé sur les personnages, ce qui est ma tasse de thé*», indique le réalisateur d'*Eldorado* et de *Maurice Richard*.

Et, question de désigner l'éléphant dans la pièce (c'est doublement de circonstance),

qu'en est-il de diriger un acteur qui est lui-même cinéaste? «*Dès notre première rencontre, Xavier m'a assuré vouloir être là uniquement comme un acteur. Je n'ai jamais senti le réalisateur sur le plateau. Il adore jouer et ça se voit. Il a fait des trucs remarquables; il m'a chaviré dans certaines scènes.*»

Le malentendu

Voilà qui est musique aux oreilles du principal intéressé. «*Il y a un malentendu qui perdure à mon sujet, confie à ce chapitre Xavier Dolan. A savoir que je suis un réalisateur qui se donne des rôles comme acteur, alors que c'est le contraire. J'ai commencé à jouer à quatre ans. Ça reste mon premier métier. Je me considère davantage un acteur qu'un réalisateur.*»

Avec *Tom à la ferme*, son adaptation de la pièce de Michel Marc Bouchard dans laquelle il interprète un citadin coincé dans une belle-famille en deuil d'un fils qu'elle ignorait être gai, *Miraculum*, dans lequel il joue un témoin de Jéhovah qui se laisse mourir d'un cancer du sang, et maintenant *Elephant Song*, tous prévus en 2014, Xavier Dolan devrait avoir l'occasion de rétablir les faits une fois pour toutes.

Tourné sur une période de 33 jours au coût de 6 millions de dollars, *Elephant Song* met également en vedette Carrie-Anne Moss (*La matrice*) et Bruce Greenwood (*Star Trek*). Richard Goudreau ne cache pas nourrir de velléités festivières avec sa plus récente production. «*Jes-père que le film gravira des marches, idéalement pas celles de l'oratoire, blague-t-il. On va le soumettre à Cannes, évidemment, puis Venise et Toronto. C'est le plan de match idéal.*»

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390